

QS/ON : Réussir la fusion, oui...

... mais à quel prix ?

Le 5 octobre 2017, les porte-paroles de Québec solidaire (QS), le chef d'Option nationale (ON) et la présidente d'Option nationale nous présentaient une entente de principes visant à fusionner les deux partis souverainistes. Depuis ce temps, si plusieurs personnes ont souligné le caractère porteur de l'entente, plusieurs autres mentionnent qu'un trop grand nombre de concessions sont faits au profit des membres et du programme de ON. En réponse, certain-e-s militant-e-s de QS affirment toutefois qu'il est exagéré de parler de « concessions », les membres de ON acceptant de se joindre à nous sans remettre en question toute la structure du parti. Ayant à cœur les principes fondamentaux de QS, je me suis alors demandé si de telles

« concessions » sont effectivement présentes dans l'entente.

Tout d'abord, lorsque nous parlons de « concessions », il faut effectivement faire attention et prendre le temps de bien définir le terme. Nous faisons une concession lorsque nous acceptons de « faire passer » une ou plusieurs chose-s qui n'aurai-en-t pas passé en circonstances dites « normales » et qui, corollairement, entrent en potentielle contradiction avec d'autres aspects fondamentaux d'une organisation.

Or, la circonstance « anormale » évoquée est justement l'entente de fusion. Dans l'entente de principes, quelques modifications de programme ou modifications structurelles

non-temporaires sont demandées afin de justement favoriser cette fusion : constituante fermée, priorisation de la question nationale au niveau organisationnel et communicationnel (notamment avec les efforts entourant la réédition et la promotion au sujet du Livre qui fait dire oui) et modification de la signature du parti.

D'autres modifications programmatiques, statutaires ou organisationnelles sont aussi demandées, mais sont soit de nature temporaires, soit à déterminer/entériner lors des prochaines instances nationales du parti : ajout de 5 points de plate-forme provenant de ON, appui de candidatures de la part des porte-paroles dans 3 comtés, ajout de postes au CCN, ressources financières supplémentaires

QS/ON : Réussir la fusion, oui... mais à quel prix?

Raphaël Langevin

en cas d'insuffisance des seuls fonds de ON, organisation d'une Université de l'indépendance et quelques autres points plus mineurs.

Que ces dernières modifications soient temporaires ou à entériner dans un futur proche importe peu considérant le fait que certaines d'entre elles outrepassent certains statuts historiquement adoptés par le parti (notamment l'ajout de deux postes au CCN), ce qui devrait alors être adoptés au deux tiers (comme toute levée de statuts, permanente ou temporaire), séparément du reste de l'entente. Cela ne semble toutefois pas être possible considérant le caractère non-amendable de l'entente. Il s'agit là, d'un point de vue factuel, d'une première concession. Nous pourrions aussi avancer que l'appui des porte-paroles à 3 candidatures électorales de ON, dont une candidature dans un comté « prenable », crée une forme d'ingérence/pression malsaine au sein des membres et des associations locales visées, ce qui n'aurait pas eu lieu sans l'entente. Il s'agirait alors d'une deuxième concession.

Il est vrai que ON, si la fusion est acceptée, accepte le reste du programme et la structure existante du parti. Nous pourrions alors dire que chacun fait « son bout de chemin ». Mais s'agit-il là d'une concession réelle de la part de ON? Ultimement, les deux partis se ressemblent beaucoup au niveau programmatique et les « pierres d'achoppement » principales semblent avoir été traitées dans l'entente, ce qui modifie plusieurs aspects du parti justement en fonction des demandes de ON. Certaines personnes avancent même que l'ensemble des demandes historiques de ON vis-à-vis de QS sont répondues dans cette entente, ce qui fait demander à ces mêmes personnes (dont le militant indépendantiste Patrick Bourgeois [1]) quels sont les gains concrets que QS va aller effectivement chercher avec une telle entente. De plus, compte tenu des ressources, de la place et de la visibilité que QS donne à ON dans cette entente (surtout considérant la récente évolution électorale malheureuse de ce dernier), il apparaît tout à fait inadéquat de dire que le nouveau « collectif » de ON ne sort

pas clairement avantagé de cette entente, malgré le fait que nous « ingérons » leur parti (ce qui n'est pas un gain clair et net sur le plan électoral, le transfert de militant-e-s et de vote étant très incertains).

Certain-e-s membres ont dès lors peur que la question nationale prenne le dessus sur les autres aspects du programme de QS, notamment sur ses caractères anticapitaliste et féministe. Considérant que ON est un parti qui s'est construit en faisant de l'indépendance son principal cheval de bataille, cette crainte n'est pas sans fondement. Sur les réseaux sociaux, il n'est pas rare de voir des membres de ON qui soient justement prêt-e-s à refuser l'entente parce qu'elle ne crée pas un parti unifié qui aurait l'indépendance comme priorité « suprême ». De plus, l'ajout de 5 points provenant directement des membres de ON pour la plateforme de la prochaine élection peut effectivement faire tendre son orientation générale vers une plateforme prioritairement indépendantiste. Toutefois, il est bien écrit dans l'entente que ces ajouts doivent passer le test du congrès de 2017. Néanmoins, on voit bien qu'une telle chose est insidieuse, car le congrès de ON qui traitera de l'entente survient chronologiquement après le congrès de QS. L'entente crée donc une pression externe sur les membres de QS afin que ces derniers acceptent sans broncher les points de plateforme proposés par ON, sous prétexte qu'il faut favoriser la concrétisation de la fusion.

La crainte de la priorisation indépendantiste est aussi valide à plus long terme. En effet, les aspects permanents présents dans l'entente (voir au début du texte) créent de facto une hiérarchisation des différentes valeurs du parti, notamment en conférant à l'indépendance du Québec un statut particulier au sein d'une future Assemblée Constituante solidaire. Nous pouvons aussi penser que les budgets compensatoires octroyés pour la réédition et la promotion du Livre qui fait dire oui puissent être reconduits dans les futures instances nationales du parti unifié. Cependant, comme ON n'a qu'au plus 2000 membres et que QS en a plus de 15 000, il se peut fort

bien que les aspects permanents présents dans l'entente ne puissent pas être conservés à plus long terme. Or, on constate ici la contradiction majeure qui traverse l'ensemble de l'entente : si les membres de ON qui décideront de rejoindre le parti unifié après la fusion sont relativement peu nombreux par rapport à ceux et celles présents dans QS, leur poids dans le nouveau parti unifié leur permet difficilement de pouvoir conserver à long terme les aspects permanents présentés dans l'entente, à moins de considérer ces aspects comme inaliénables dans le futur. Une telle avenue ferait en sorte de créer un précédent démocratique très grave dans le parti, soit que les aspects présents dans une entente négociée par un groupe fermé et nommé par le CCN ne sont jamais modifiables par les instances nationales du parti, que ce soit avant, pendant ou après la ratification de ladite entente. En termes de concession démocratique, il serait difficile de faire pire.

Ultimement, le fait de présenter l'entente comme un ultimatum (rien n'est amendable et nous ne pourrions pas y revenir plus tard si ça ne passe pas) nous met dans une situation très fâcheuse. Il est alors valide et pertinent de parler de concessions si une autre entente que celle que nous avons sous les yeux avait pu être rédigée et que cette autre entente n'avait pas incorporé la totalité des éléments mentionnés plus haut. Cependant, il est vrai que nous partions de très loin dans cette négociation, simplement parce que l'échec des pactes électoraux avec le PQ nous « forçait », selon certaines personnes, à réussir la fusion avec ON. Mais tout-e bon-ne négociateur-trice sait qu'il n'est pas du tout optimal d'aller à une table de négociations en se présentant comme étant la partie qui est prête à tout pour arriver à une entente.

Ceci étant dit, réussir la fusion, oui, mais à quel prix...?

★ ★ ★

S'inspirer de la dynamique de la France Insoumise

Cette campagne présidentielle française a bouleversé tous les repères politiques traditionnels. Un président sortant, François Hollande, qui refuse d'être candidat (une première sous la 5e République instaurée en 1958) ; des primaires à droites organisées pour la première fois d'où émerge contre toute attente François Fillon ; ce même candidat de la droite officielle dont la campagne s'est vue directement plombée par divers scandales ; une figure encore peu connue il y a quelques temps, Emmanuel Macron, propulsée avec la complaisance des médias sur le devant de la scène ; etc. Quant à nous, à l'instar de nombreux jeunes et travailleurs, nous retiendrons surtout la candidature de Jean Luc Mélenchon et la dynamique qui fut celle de la France Insoumise.

Par Nicolas Croes, article écrit à destination de l'édition de mai de Lutte Socialiste, avant la publication des résultats du premier tour

Au côté des intentions de vote où Jean-Luc Mélenchon a progressivement dépassé Benoît Hamon, puis François Fillon pour finir dans les vainqueurs potentiels du premier tour, il y a également eu l'extraordinaire affluence aux meetings de la France Insoumise, dont voici quelques dates clés. Le samedi 18 mars, 130.000 personnes s'étaient réunies à Paris pour commémorer l'anniversaire de la Commune de 1871. Le dimanche 9 avril, ils étaient 70.000 à Marseille et à nouveau 70.000 à Toulouse le 16 avril. Deux jours plus tard, en pleine semaine, 35.000 personnes ont assisté aux meetings simultanés de Dijon, Grenoble, Nancy, Clermont-Ferrand, Nantes et au Port (La Réunion) grâce à des hologrammes, tandis que 65.000 autres regardaient en direct la retransmission du discours. Les autres candidats ne pouvaient que rêver susciter un tel enthousiasme !

De l'audace, de l'audace, encore et toujours de l'audace

Une des grandes leçons de la montée en flèche de la figure de Mélenchon, c'est d'avoir développé une image offensive, pugnace et audacieuse. L'image de quelqu'un qui rend coup sur coup. Qui ne cherche pas à être accommodant avec l'élite. Qui ne plie pas devant les médias. Qui a un objectif en tête et la ferme volonté d'y parvenir. Qui redonne confiance en une victoire possible contre le camp d'en face.

La nécessité d'une telle approche avait déjà été démontrée de manière éclatante par la candidature de Bernie Sanders aux primaires du parti démocrate et son appel à la "révolution politique contre la classe des milliardaires", approche par ailleurs au service d'un programme politique résolument favorable aux travailleurs et aux opprimés de toutes sortes.

Tant Mélenchon que Sanders ont compris que les idées politiques ne doivent pas être limitées à ce qui semble raisonnable. Ils ont défendu des idées radicales (bien qu'ayant encore de nombreuses faiblesses) qui ont permis de bousculer le centre de gravité politique du débat global. Il fut un temps où Bernie Sanders aurait tout simplement été banni du débat politique national aux Etats-Unis. Aujourd'hui, il reste l'homme politique le plus populaire du pays en dépit de sa capitulation et de son ralliement à la candidature de Hillary « Wall street » Clinton. Mélenchon a, au contraire, gardé ses distances avec le Parti « Socialiste », même lorsque que Benoît Hamon est sorti vainqueur des primaires de la « Belle alliance populaire ». Il a également défendu sans relâche la nécessité d'un projet de rupture avec les institutions actuelles de la Ve république. On peut déplorer que son projet de 6e république en reste au niveau de

l'utopie d'un capitalisme domestiqué, mais l'on ne peut nier que la formule a l'immense mérite d'évoquer un changement de régime et, peut-être, de société.

L'utilisation des objectifs

Un autre enseignement d'importance est celui de l'utilisation d'un plan de campagne soutenu. Il s'agissait d'abord de dépasser Benoit Hamon dans les sondages. Puis Fillon. Figurer enfin dans les sondages du second tour. Obtenir 300.000 abonnés à la chaîne youtube de la France Insoumise pour le premier tour. Etc. Nous avons vu à l'œuvre sur le plan électoral une sorte de plan d'action crescendo à l'image du plan d'action syndical de l'automne 2014 contre le gouvernement Michel qui avait commencé par une manifestation de masse à Bruxelles pour finir après une tournée de grèves provinciales par la grande grève générale du 15 décembre 2014. C'était une manière de favoriser l'engagement actif dans la campagne, de répartir l'effort collectif en organisant la croissance de l'enthousiasme.

Et pour la suite ?

Il n'est d'ores et déjà plus seulement question de la désignation du chef de l'Etat. Divers commentateurs spéculent ouvertement sur la fin du PS. Quoi qu'il en soit, la France Insoumise est aujourd'hui dans une position de force pour prendre des initiatives hardies vers une recomposition radicale de la gauche. Selon nous, le mieux serait de s'orienter vers un nouveau parti de masse démocratique des travailleurs capable de rassembler pour organiser la lutte contre la classe capitaliste, dans la rue comme dans les urnes. Cela exigera d'approfondir le programme politique de la formation pour qu'il devienne un véritable programme de rupture anticapitaliste et socialiste.

★ ★ ★

OFFENSIVE

SOLIDARITÉ
DÉMOCRATIE
SOCIALISME

alternativesocialiste.org

ÉDITION EXPRESS hiver 2017

S'inspirer de la dynamique de la France Insoumise



pour les combats à venir